



HAL
open science

Entretien avec Rosa Olmos (archives audiovisuelles, La contemporaine)

Anne Joly, Cyril Burté

► **To cite this version:**

Anne Joly, Cyril Burté. Entretien avec Rosa Olmos (archives audiovisuelles, La contemporaine). Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2019, Dynamiques de la recherche et sources orales, 131-132, pp.46-50. 10.3917/mate.131.0046 . hal-03676364

HAL Id: hal-03676364

<https://hal.science/hal-03676364>

Submitted on 25 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entretien avec Rosa Olmos (archives audiovisuelles, La contemporaine)

Quel était votre parcours avant votre arrivée à la BDIC ?

Je suis arrivée à la BDIC en 1989, à la suite de l'exposition 1789-1989, *La Révolution française, les pays ibériques et l'Amérique latine* sur laquelle j'ai réalisé un petit film documentaire. À l'époque j'étais chercheuse associée au Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (CNRS/CREDAL), à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), où je réalisais des reportages audiovisuels. Géographe de formation, j'avais enseigné *Le langage de l'image dans la géographie* à l'Université Paris 8. Je connaissais bien le milieu des chercheurs en sciences humaines et sociales qui utilisaient l'image pour leur travail de terrain et j'avais une bonne expérience de la valorisation de ce type de films, notamment à travers le Festival du film scientifique organisé par le laboratoire Images/media du CNRS. J'ai rencontré et travaillé étroitement avec la direction de la BDIC, Joseph Hüe, Geneviève Dreyfus-Armand et les commissaires de l'exposition (Octavio Alberola et Ariane Gransac). Ils m'ont proposé de rejoindre l'établissement pour travailler sur les archives liées à l'Amérique latine. Seize ans plus tard, en 2005, je suis devenue responsable du service audiovisuel.

Quelle place avait l'audiovisuel à la BDIC dans les années 1990 ?

Martine Lemaître avait créé un service audiovisuel en 1995 sous l'égide de Marc Ferro. Ses missions étaient d'une part d'acquérir des documentaires commercialisés entrant dans les thématiques propres à la BDIC et, d'autre part, de collecter des archives audiovisuelles, notamment des rushes de documentaires : c'est-à-dire les tournages complets des films (composés en grande partie d'entretiens), avant montage. Le service menait par ailleurs d'importantes actions de valorisation, nationales et internationales.

Concernant les rushes, la BDIC entretenait des liens étroits avec un réseau de documentaristes et de chercheurs, proches de certains collègues de la bibliothèque,

souvent chercheurs eux-mêmes. Les expositions, les activités scientifiques et muséales de la bibliothèque étaient une bonne vitrine : on savait que la valorisation des collections était scientifiquement validée. Aussi plusieurs réalisateurs, travaillant souvent en tandem avec des chercheurs, nous ont-ils confié les rushes de leurs films documentaires. La collecte s'est faite au gré des spécialités des collègues et des personnes avec lesquelles nous travaillions. Dans les années 1990 et 2000, nous avons beaucoup enrichi nos fonds sur l'Espagne antifranquiste, par exemple. Des chercheurs espagnols venaient à la BDIC pour les consulter et mettre en place des projets de coopération. Des liens ont été établis avec des universités et des laboratoires de recherche en Espagne, puis avec certaines associations comme la Fédération des associations et des centres d'Espagnols émigrés en France (FACEEF) ou encore le Conseil régional Midi-Pyrénées, dans le cadre de projets européens. Lors de sa création, le service avait lancé sa propre collection d'archives orales : *Mémoires vivantes*¹, encadrée par Marc Ferro. Martine Lemaître a mené dans ce cadre, en collaboration avec des historiens, de premiers entretiens avec d'anciens résistants et des survivants des camps de concentration. La collection s'est ensuite étendue à d'autres sujets : par exemple le fonds sonore *Mémoire grise à l'Est* - qui réunit des entretiens et reportages réalisés en Europe de l'Est à partir de 1985 par une équipe de recherche proche de la BDIC -, ou encore la campagne initiée en 2008, avec d'anciens immigrés algériens ayant vécu dans les bidonvilles de Nanterre.

Enfin, une autre série d'entretiens, avec les donateurs de fonds d'archives papier, est venue étoffer la collection à partir de 2001. Cette dernière série vise principalement à documenter le contexte de constitution des fonds d'archives et à mieux connaître le parcours de leurs producteurs. L'association des Amis de la BDIC, qui comptait plusieurs chercheurs avec lesquels nous travaillions étroitement, a fourni une aide précieuse à ces collectes de témoignages oraux. Nous avons collaboré par exemple avec l'historien Bruno Groppo dans les années 2005-2007.

Il travaillait sur l'exil argentin et nous a fait bénéficier de son réseau de laboratoires de recherche en Argentine, au Chili et au Brésil.

Les axes de la collecte audiovisuelle ont-ils évolué ? Aujourd'hui, comment sont-ils définis ?

L'intégration du service audiovisuel dans le département des archives en 2014 a eu pour but de centrer davantage l'expertise et les compétences sur la collecte et la production d'archives écrites et audiovisuelles, en laissant les acquisitions de documentaires – qui sont des produits édités, commercialisés et diffusés –, au département des collections imprimées et électroniques. Nous poursuivons le travail de veille et de collecte d'archives orales (rushes de documentaires, entretiens), en cohérence avec les thématiques de collecte de La contemporaine et grâce aux réseaux mis en place depuis plusieurs années. Nous sommes ainsi devenus des références sur certaines thématiques : la guerre d'Espagne, la guerre d'indépendance algérienne, les exils, la Deuxième Guerre mondiale et la Résistance, les colonisations et décolonisations, les dictatures latino-américaines, Mai 68, etc. Nous renforçons aussi la co-production d'archives orales en lien avec des chercheurs, le plus souvent dans le cadre de programmes

de recherche. Depuis quelques années, les programmes du Labex *Les passés dans le présent* nous ont permis de nouer de nouvelles collaborations avec des chercheurs de l'Université Paris Nanterre - c'est le cas par exemple du programme *Archicoop - Mémocoop*, réalisé en collaboration avec la socio-politiste Sabah Chaib sur les coopérants français en Algérie et, plus récemment, des programmes *Transatlantique. Politiques de la mémoire et transmissions du passé* et *Archives des juristes internationalistes*. On peut citer aussi d'autres programmes ANR (*Pop-Part*, programme en cours sur les jeunes de quartiers populaires franciliens) ou réalisés avec l'aide de la Comue Paris Lumières (par exemple la campagne d'entretiens avec des graphistes pour le projet *Milieus du graphisme et politique*).

Pour la collecte, il s'agit d'entretenir et de renouveler son carnet d'adresses, et d'attendre le bon moment pour collecter, notamment les rushes de documentaires, sur ces thématiques. Ce travail de veille demande beaucoup de patience. Certains producteurs audiovisuels essaient de commercialiser les rushes de documentaires qu'ils viennent de tourner. Il nous arrive plusieurs années, voire décennies plus tard, d'obtenir gracieusement ces rushes qui ne peuvent plus être mis sur le marché et méritent pourtant d'être conservés. Nous limitons nos

Rosa Olmos,
La contemporaine,
juillet 2019.



- efforts sur certaines thématiques développées ailleurs. Le Mémorial de la Shoah a ainsi rassemblé un grand nombre de témoignages d'anciens déportés. Dans ce cas, nous nous contentons de l'acquisition de rushes qui sont en lien direct avec nos fonds. C'est dans cet esprit que nous avons acquis les rushes du documentaire *Sisters in Resistance*, de Maia Wechsler, dans lesquels témoignent quatre figures de l'Association des déportées et internées de la Résistance (ADIR) dont nous conservons les archives. Enfin nous devons aussi tenir compte du temps de traitement afin que ces archives soient mises à disposition dans des délais raisonnables, et des capacités de stockage.

Comment les documents et archives audiovisuels sont-ils signalés ?

Au départ, tous les produits audiovisuels étaient catalogués dans un logiciel de bibliothèque, conçu pour les imprimés. Les documentaires acquis sont toujours signalés de cette manière. Les archives audiovisuelles - qui sont des produits uniques, non édités, et dont nous sommes les seuls détenteurs -, sont signalées depuis 2011 dans le Catalogue en ligne des archives et manuscrits de l'enseignement supérieur, Calames. Développé par l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (l'ABES), Calames devait d'abord servir au signalement des fonds d'archives écrites et des manuscrits au niveau national. Nous avons été les précurseurs du catalogage des archives audiovisuelles dans cet outil et avons activement contribué à le faire évoluer pour que cela soit

possible. La Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, disposant d'importantes collections audiovisuelles, s'est jointe à nous, suivie par d'autres établissements de l'Enseignement supérieur.

Calames permet désormais de traiter les archives audiovisuelles de manière précise : en fournissant un chapitrage chrono-thématique en ligne - autrement dit, la description sommaire de leur contenu ainsi que des indications biographiques sur les témoins, tout en respectant la vie privée de ces derniers. Les entretiens n'étant consultables que dans l'enceinte de l'établissement pour des raisons juridiques, ces informations à destination des lecteurs leur permettent de préparer correctement leur séance de travail.

Les producteurs d'archives audiovisuelles sont parfois des associations. Comment travailler avec les acteurs associatifs ?

Nous avons différentes formes de collaboration. Chaque association a sa façon de travailler, a des attentes différentes. La FACEEF a mené une campagne d'entretiens avec la première génération d'Espagnols arrivés en France. Elle a souhaité déposer chez nous toutes ses archives audiovisuelles réalisées depuis 1996 et a fourni toutes les informations nécessaires sur chaque entretien (noms des témoins, des interviewers, date d'enregistrement, etc.). C'est également le cas de l'association *La parole errante* qui a réalisé des entretiens en 2008 dans le cadre d'une exposition montée à l'occasion de la commémoration de Mai 68. Dans ces cas, La contemporaine n'intervient que pour la conservation à long terme des entretiens



Séminaire
Les archives de
la solidarité
internationale
avec le Chili, La
contemporaine,
2016-2017

réalisés, avec d'éventuels transferts de supports en fonction de l'évolution des formats, et pour leur consultation par les chercheurs.

La collaboration avec les associations intervient aujourd'hui de plus en plus dès l'amont de la production. En 2012, l'association *Génériques*, par exemple, a entamé une campagne d'entretiens auprès de militants issus de l'immigration. Nous avons travaillé ensemble sur toute la chaîne de production de ces archives orales, depuis l'élaboration des grilles d'entretiens jusqu'à leur signalement dans Calames. Cette démarche a beaucoup facilité le traitement des entretiens.

Avec l'Association des ex-prisonniers politiques chiliens, l'AEXPPCH, nous avons eu une expérience inédite en 2014-2017. Une collecte de témoignages a été entreprise dans le cadre du programme *Transatlantique* du Labex *Les passés dans le présent*. Elle est le fruit d'une collaboration entre La contemporaine et les membres de l'association, qui sont des militants, et non des chercheurs. Ils ont utilisé une grille d'entretien développée dans un centre mémoriel chilien, la Villa Grimaldi. J'ai participé à la campagne d'entretiens en tant qu'interviewer également responsable de la captation. J'ai introduit un peu de distance dans la situation des entretiens, cadrant davantage leur déroulement afin de collecter les informations de contextualisation nécessaires à celles et ceux qui n'ont pas vécu la dictature chilienne. Nous avons trouvé un *modus operandi* pour travailler ensemble à la collecte d'une centaine de témoignages, l'association nous a sollicités pour leur conservation, leur mise à disposition et leur valorisation.

La plupart de ces associations collectent ces archives orales dans une optique mémorielle. Leur mémoire collective, ainsi constituée, est intimement liée à leur raison d'être. Cela explique que beaucoup d'acteurs associatifs souhaitent rester maîtres de leurs archives et envisager seuls leur valorisation. Cela devient une question éthique, voire juridique, lorsque nous sommes partie prenante de la réalisation de ces archives orales : le contrat de dépôt que nous passons avec eux stipule l'engagement mutuel, pour l'organisme déposant et La contemporaine, à se prévenir de toute réutilisation commerciale des archives. Il est essentiel en effet de contractualiser nos relations avec les associations afin de fixer les droits des uns et des autres

Au-delà de la conservation, quels sont les services dont peuvent bénéficier les personnes qui déposent leurs archives à La contemporaine ?

Nous pouvons prêter du matériel d'enregistrement aux étudiants et jeunes chercheurs qui en ont besoin. Nous les invitons en échange à déposer chez nous leurs entretiens. Il nous semble important aussi de sauvegarder des

archives audiovisuelles enregistrées en support analogique, notamment des rushes documentaires. La conservation reste le principal service que nous rendons, elle rend possible l'accès à ces archives et leur valorisation : elles deviennent ainsi des sources consultables et « citables », ce qui est essentiel à la fois pour les chercheurs et l'avancée de la recherche.

Qui consulte des archives audiovisuelles ? Les pratiques de consultation changent-elles ?

L'une des principales motivations de dépôt de la part des producteurs audiovisuels est la consultation à des fins de recherche. En effet, nous sommes avant tout sollicités par des chercheurs. En règle générale, ils s'intéressent à un corpus en particulier et le consultent dans son intégralité. C'est une pratique de consultation à la fois ponctuelle et très intensive, certains restant parfois un mois entier à visionner un corpus. Ils cherchent parfois à voir quelles questions n'ont pas été posées afin d'entamer des entretiens complémentaires, qu'ils peuvent s'engager à déposer à La contemporaine. Des réalisateurs de films documentaires viennent également consulter les rushes et entretiens sur les thématiques qui les intéressent.

Comment valoriser les archives orales ?

Je pense que l'un des meilleurs vecteurs de la valorisation, c'est la formation. Nous avons organisé avec l'historienne Caroline Moine un séminaire sur *Les archives de la solidarité internationale avec le Chili* (La contemporaine, 2016-2017). Ce séminaire a été utile non seulement pour les jeunes chercheurs, mais aussi pour nous : les échanges lors du séminaire nous permettant de mieux connaître les réseaux, les activités scientifiques sur le sujet et les fonds susceptibles d'être collectés.

Depuis trois ans, nous travaillons également avec les étudiants du Master de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et leur apprenons à analyser des archives audiovisuelles en tenant compte de leur sujet, de leur contexte de production, et en les croisant avec d'autres types d'archives écrites et orales : nous avons ainsi proposé des séances combinant rushes, photos, affiches, en somme tout ce qui fait la véritable dimension de La contemporaine.

Nous accueillons aussi des étudiants travaillant sur l'analyse et la fabrication de sources orales dans le cadre de formations dispensées par le département d'histoire de l'Université Paris Nanterre.

Par ailleurs, nous développons plusieurs activités de valorisation des campagnes d'entretiens que nous faisons. Nous avons récemment réalisé un montage d'une vingtaine de minutes à partir du corpus de cent entretiens avec des exilés chiliens (cf. plus haut). Nous faisons également des montages qui s'intègrent dans les parcours



- des expositions organisées par La contemporaine. Notre bibliothèque numérique, l'Argonaute, devrait bientôt nous permettre de mettre en ligne davantage d'extraits d'entretiens, à condition que les contrats de cession de droits passés avec les témoins le permettent. L'audiovisuel se prête aussi à la valorisation d'autres activités de la bibliothèque : nous avons produit un petit film à l'occasion d'une journée d'étude consacrée à Marc Ferro (Nanterre, 7 mars 2017) ; un autre a été réalisé pour le centenaire de La contemporaine. Ces montages devraient être mis en ligne prochainement, et de manière plus systématique. C'est une excellente manière de montrer l'institution, adaptée à un plus large public.

Quels défis pour la conservation numérique d'archives orales ?

Les collections audiovisuelles connaissent des évolutions accélérées avec l'impact du numérique. Grâce au service de la TGIR Huma-Num, la Huma-Num Box, nous assurons une copie de sécurité de toutes ces archives numérisées ou nativement numériques présentes sur nos serveurs internes.

Depuis quelques années, de plus en plus de collègues s'approprient les méthodes de fabrication de l'archive orale et conduisent des entretiens, qu'il s'agisse de documenter le dépôt d'un fonds d'archives, par exemple dans le cadre de divers projets de recherche (voir par exemple la récente campagne d'entretiens avec d'anciens membres de la Ligue des droits de l'Homme²) ou à l'occasion d'expositions comme *Internationales graphiques* (La contemporaine, 2016). C'est une évolution importante qui demande de partager les compétences techniques et d'approfondir la communication entre nous afin que le travail soit bien fait, et que toutes les informations sur la naissance d'une archive soient bien documentées. L'audiovisuel a toujours été une carte de visite de l'institution qu'il faut bien protéger ! ■

Propos recueillis par Anne Joly et Cyril Burté

Notes

1. Collection d'entretiens avec des témoins de différentes périodes historiques en France ou à l'étranger : Deuxième Guerre mondiale, Mai 68, période soviétique, dictatures latino-américaines, etc. Voir à ce sujet l'article de Martine Lemaître, "Mémoires vivantes à la BDIC, Création d'un fonds de sources orales en milieu universitaire", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 89-90 (2008, 1-2), p.84-88.
2. Projet de recherche *LDH-120*, réalisé dans le cadre du Labex *Les passés dans le présent*, à l'occasion des 120 ans de l'association.